

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 21 février 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Eoliennes de Grand Fougeray SARL**

Parc de la Haute Borne  
14 rue Hergé  
59650 Villeneuve-d'Ascq

Références : UD/2024-97  
Code AIOT : 0005517847

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2024 dans l'établissement Eoliennes de Grand Fougeray SARL implanté ZI des Quatre Vents 35390 Grand-Fougeray.

L'inspection a été annoncée le 26/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Eoliennes de Grand Fougeray SARL
- ZI des Quatre Vents 35390 Grand-Fougeray
- Code AIOT : 0005517847
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien Innovent est composé de 2 éoliennes d'une puissance unitaire d'1 MW. Il a été mis en

service en 2007. La maintenance est effectuée par la société FE Saint Reunan, filiale d'Innovent.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suivi environnemental
- maintenance et formation du personnel
- systèmes instrumentés de sécurité
- acoustique
- balisage

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.
12	Balissage des éoliennes	Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article Annexe II

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.
11	Acoustique	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant n'a pas pris connaissance du rapport d'inspection de 2022, il n'a donc pas répondu aux demandes qui lui avaient été formulées. Certaines demandes ont tout de même été prises en compte (plantation de haies notamment), mais d'autres restent en attente de prise en compte.

Le parc éolien semble bien géré, mais l'exploitant doit améliorer les transmissions d'information à l'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, suivi environnemental
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. [...] Ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. [...] Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.[...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que le devis de plantation de haies a été signé en novembre 2023 et les plantations réalisées en décembre 2023. D'après la facture, les plantations d'environ 180 ml sont constituées de haies bocagères (cornus, corylus, quercus et prunus). Les plantations ont été réalisées à une distance d'environ 8 km des éoliennes, à côté du stade de la commune de Saint-Anne-sur-Vilaine. Sur place, le sol est bâché contrairement à la préconisation du suivi environnemental. <b>&gt; Il est demandé à l'exploitant de justifier, sous un délai d'un mois, la localisation de cette mesure et le non-suivi de la préconisation défavorable au bâchage du sol.</b>  Il est rappelé à l'exploitant que des suivis devront être effectués en années n+1, n+3 puis lors des prochains suivis environnementaux. Le prochain suivi environnemental devrait avoir lieu en 2027. Il est également rappelé que conformément aux préconisations du suivi environnemental, la haie ne devra pas faire l'objet de tailles avant l'année n+20, soit 2043.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 2 : Exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

**Thème(s) :** Risques chroniques, suivi environnemental

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs.[...]

Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité " créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. [...].

**Constats :**

L'exploitant indique ne pas avoir réussi à déposer les données brutes issues de l'étude environnementale en janvier 2024. Il est en lien avec l'assistance informatique de Depobio.

**> Il est rappelé à l'exploitant qu'une demande similaire lui avait été faite en 2022. Il lui est demandé de transmettre les justificatifs de versement de ces données (capture d'écran) dans un délai d'un mois.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

### N° 3 : Exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15

**Thème(s) :** Risques accidentels, maintenance

**Prescription contrôlée :**

Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.

**Constats :**

Lors de l'inspection 2022, il avait été demandé à l'exploitant de fournir les justificatifs de réalisation de formation aux risques présentés par les éoliennes et d'exercice de mise en pratique des consignes inhérentes.

En séance, l'exploitant a présenté un document attestant des dates de formations (risque électrique, travail en hauteur, secourisme, équipements de protection individuelle) des 3 techniciens intervenant sur le parc. Il a indiqué que les procédures d'urgence sont formalisées sous la forme d'un document, signé par les techniciens. Ce document signé constitue le justificatif de formation à ces procédures. Il n'a toutefois pas été en mesure de présenter les justificatifs en séance.

L'exploitant a également indiqué qu'aucun exercice n'a été mené sur ce parc, mais que des exercices sont menés à l'échelle nationale.

**> Il est demandé à l'exploitant de fournir les justificatifs de formation aux risques et de réalisation d'exercices sur ce parc dans un délai d'un mois. En effet, la configuration de chaque établissement est différente et mérite un exercice en propre.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

#### N° 4 : Exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17

**Thème(s) :** Risques accidentels, maintenance

**Prescription contrôlée :**

Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité.

- un arrêt ;
- un arrêt d'urgence ;
- un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.

Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.

**Constats :**

L'exploitant a présenté à l'inspection son registre en ligne en séance. Les derniers tests ont été effectués le 4 octobre 2023.

Le chef de région parcourt chaque semaine la liste de ses parcs et envoie par mail à la direction maintenance de l'entreprise les maintenances prévues. Ainsi, l'exploitant s'assure de la fréquence annuelle des tests.

Concernant les installations électriques, la maintenance de la partie éolienne est effectuée par les techniciens.

La partie poste de livraison est gérée en interne par une personne dédiée à ce sujet au niveau national. Celle-ci s'assure de la vérification des postes de livraison au niveau national, et fait appel, si besoin, à une société extérieure. Le dernier contrôle du poste de livraison datant du 26 janvier 2023, la fréquence annuelle ne semble pas respectée.

**> Il est demandé à l'exploitant d'ajouter à son registre de maintenance la partie contrôle des installations électriques. Conformément à l'arrêté ministériel du 26 août 2011, les rapports de contrôles des installations électriques seront annexés à ce registre. L'exploitant transmettra à l'Inspection, dans un délai d'un mois, une capture d'écran du registre modifié ainsi que les dates des 2 derniers contrôles, permettant de s'assurer du respect de la fréquence annuelle.**

**De plus, le contrôle de ces installations électriques devant s'effectuer par un organisme compétent, l'exploitant justifiera à l'inspection, sous un délai d'un mois, la réalisation de ces contrôles par un organisme compétent.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

#### N° 5 : Exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.

**Thème(s) :** Risques accidentels, maintenance

**Prescription contrôlée :**

Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

**Constats :**

En 2022, il avait été demandé à l'exploitant des explications sur la non reprise de divers points de contrôle recommandés par le constructeur des éoliennes. L'exploitant n'avait pas répondu, mais il indique aujourd'hui que les 2 points mentionnés sont repris. Il est en train de mettre en place un contrôle des installations électriques par caméra infrarouge, et le fonctionnement des interrupteurs de fin de course et du capteur inductif est repris dans la simulation de survitesse.

En 2022, il avait également été demandé à l'exploitant de mettre en œuvre des visites semestrielles des éoliennes, comprenant le contrôle des pâles. L'exploitant devait transmettre le contenu de ces visites à l'inspection dans un délai d'un mois, ce qu'il n'a pas fait.

L'exploitant indique que les pales sont contrôlées par drones, en lien avec la société skyvisor. Le dernier contrôle date de septembre 2022 et le prochain aura lieu en 2024. Entre ces contrôles, l'exploitant indique que des contrôles visuels aux jumelles sont effectués très régulièrement, plutôt mensuellement. Cependant, dans le registre de maintenance, le dernier contrôle visuel est indiqué en mai 2023.

Le contrôle intérieur est effectué lors des maintenances annuelles.

**> Il est demandé à l'exploitant d'ajouter tous les contrôles visuels dans le registre de maintenance, en annexant les rapports de contrôle, ce qui lui permettra de s'assurer de la fréquence semestrielle obligatoire. L'exploitant transmettra à l'inspection, dans un délai d'un mois, un extrait du registre modifié ainsi que la justification de la bonne réalisation de la vérification par drone pour 2024.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

## N° 6 : Exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Systèmes instrumentés de sécurité

**Prescription contrôlée :**

III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.

L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

**Constats :**

L'exploitant indique que les systèmes instrumentés de sécurité (SIS) sont les suivants :

- capteurs de vibration
- relais overspeed

Il n'y a pas de liste formalisée des SIS. L'exploitant indique que la liste correspond en fait à l'ensemble des éléments prévus dans le registre de maintenance, où les opérations de maintenance sont indiquées.

**> L'exploitant transmettra à l'inspection, sous un délai d'un mois, la liste formalisée des systèmes instrumentés de sécurité, avec leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.**

**Type de suites proposées :** Susceptibles de suite

**N° 7 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes instrumentés de sécurité – survitesse
<b>Prescription contrôlée :</b> III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.  L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.  Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.  IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b>  Concernant la survitesse, les SIS sont les relais overspeed. Ils sont testés par la simulation d'une vitesse élevée. Il n'y a pas eu d'alarme survitesse dans la dernière année.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes instrumentés de sécurité – frein mécanique
<b>Prescription contrôlée :</b> III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.  L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.  Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.  IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b>  Concernant le frein mécanique, les patins et les plaquettes sont vérifiés lors de la maintenance annuelle. Il n'y a pas eu d'alarme sur le frein la dernière année.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 9 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes instrumentés de sécurité – Batteries de secours
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<b>Constats :</b> <p>Chaque éolienne contient 3 jeux de 18 batteries. La tension est de 200 V par pale. Le seuil d'alarme est également fixé à 200 V. L'éolienne vérifie ce paramètre automatiquement, mais les techniciens également, une fois par an. La tension est vérifiée par rack mais pas par batterie car il faudrait déssouder les 18 batteries, ce qui serait fastidieux. Les résultats ne sont pas notés.</p> <p>La durée de vie des batteries est indiquée à 10 ans selon le constructeur, mais l'exploitant prévoit un remplacement tous les 4 ans, en alternance par jeu de batteries. Sur ce parc, un jeu a été remplacé en janvier 2023. Toutes les batteries ont été vérifiées en juin 2023.</p> <p>L'exploitant a eu un problème de batterie dans un autre parc et indique être très vigilant sur ce point.</p> <p>Un thermomètre est présent dans le boîtier des batteries. La température est relevée automatiquement par l'éolienne pour être maintenue à environ 17°C. Une résistance dans le coffret permet de maintenir cette température.</p> <p>L'exploitant ne contrôle pas ce thermomètre. L'inspection incite l'exploitant à vérifier son fonctionnement régulièrement, car il fait partie de la chaîne de sécurité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 10 : Exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.

**Thème(s) :** Risques accidentels, maintenance

**Prescription contrôlée :**

Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pâles et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.

**Constats :**

En 2022, il avait été constaté que les consignes de serrage des fixations du hub indiquées dans le support de maintenance du technicien n'étaient pas celles recommandées par le constructeur. Il avait été demandé à l'exploitant de modifier ces consignes ou d'expliquer à l'inspection la différence.

L'exploitant n'a pas répondu sur ce point.

**> L'exploitant devra, dans un délai d'un mois, répondre à cette demande : soit il modifie les consignes de serrage et transmet les consignes à jour à l'Inspection, soit il explique la différence.**

L'exploitant indique que le serrage des boulons respecte la fréquence de 3 ans, avec un échantillonnage chaque année. Le registre de maintenance indique un dernier contrôle le 6 octobre 2023. Cependant, dans l'éolienne E1, les brides intérieures au pied du mât n'étaient pas marquées, ce qui semble complexifier les contrôles. L'exploitant a indiqué que le marquage serait effectué sur cette éolienne, il s'agit des seuls boulons non marqués.

**> L'exploitant devra, dans un délai d'un mois, transmettre un justificatif de marquage des boulons dans l'éolienne E1. Il expliquera également pourquoi cela n'a pas été fait.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**N° 11 : Acoustique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Acoustique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique ne pas avoir eu connaissance de plainte du voisinage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Balisage des éoliennes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Balisage des éoliennes
<b>Prescription contrôlée :</b> A l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement, l'entretien du balisage incombe à l'exploitant d'une éolienne.  Toutes les éoliennes sont dotées d'un balisage lumineux d'obstacle.  L'alimentation électrique desservant le balisage lumineux est secourue par l'intermédiaire d'un dispositif automatique qui commute dans un temps n'excédant pas 15 secondes. La source d'énergie assurant l'alimentation de secours des installations de balisage lumineux possède une autonomie au moins égale à 12 heures sauf si des procédures d'exploitation spécifiques permettent de réduire cette autonomie minimale.
<b>Constats :</b>  En 2022, le balisage de l'éolienne 1 ne fonctionnait pas. Il était bien en place lors de cette inspection 2024.  Le dispositif de balisage est branché au réseau électrique. Deux batteries de secours sont dédiées au dispositif de balisage. Elles sont présentes au pied du mât à côté de l'écran de contrôle. Le jour de l'inspection, elles n'étaient pas présentes dans l'éolienne E1, en raison d'une maintenance.  > <b>L'exploitant indiquera à l'inspection, dans un délai d'un mois, l'autonomie des batteries de secours et la photo des batteries de secours dans l'éolienne E1. De plus, il indiquera à l'inspection, sous un délai d'un mois, les moyens qu'il met en place pour s'assurer de la présence d'un dispositif d'alimentation de secours pendant les périodes de maintenance des batteries.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites